

Pourquoi nous ne signerons pas le pacte.

Nous refusons le travail supplémentaire contraint pour augmenter nos rémunérations notoirement insuffisantes : nous exigeons une revalorisation sans contrepartie après des années de perte de pouvoir d'achat qui pèsent lourdement sur notre quotidien et sur l'attractivité de nos métiers.

Nous refusons de palier la carence de professeurs titulaires en assurant des heures au débotté, dans l'improvisation totale (élèves d'autres classes que les nôtres, sans matériel...). Nous estimons qu'une absence ponctuelle d'un professeur est bien moins préjudiciable pour les élèves que des semaines voire des mois d'une matière non enseignée pour cause de manque de remplaçants.

Nous refusons de nous engager « à l'aveugle » à faire 18h de remplacement sans savoir s'il nous sera possible de les faire au risque de devoir effectuer les heures restantes dans des dispositifs pour lesquels nous ne sommes pas volontaire.

Nous estimons que notre charge de travail est déjà plus que suffisante. Rappelons quelques faits :

- Nous sommes un des pays dans lequel les enseignants dispensent le plus d'heures de cours (720h contre 640 en Allemagne par exemple, bien au-dessus de la moyenne européenne qui est de 662) dans les classes les plus chargées d'Europe
- D'après les chiffres même du ministère les enseignants travaillent en moyenne plus de 43h par semaine.
- Nous n'avons jamais bénéficié de la réduction progressive de la durée du travail. Nos obligations de service sont restées identiques depuis les années 50 alors que la durée légale du travail est passée de 40h à 35h. Elles ont même voire augmenté avec l'adjonction de 2 heures supplémentaires qui peuvent être imposée.
- Notre charge de travail annexe a également fortement augmenté avec la mise en place de nouvelles obligations chronophages (ENT, évaluations par compétences...).

Enfin, sur le plan des rémunérations nous estimons que le compte n'y est pas !

Après une « revalorisation » du point d'indice des fonctionnaires en 2002 inférieure de moitié à l'inflation, et une « revalorisation » annoncé pour septembre 2023 bien inférieure aux promesses du président, près de 70% des enseignants seront plus pauvres en fin d'année qu'au début.

Un véritable décrochement salarial qui conduit, par exemple, professeur débutant (niveau bac+5) à gagner le même salaire qu'un gardien de la paix (niveau BAC).

Malgré les annonces rien n'est véritablement fait pour rattraper un pouvoir d'achat qui s'est effondré de près de 25% depuis les 25 dernières années.

